

les chiffres parlent.
rapport financier 2004-2005

t.

table des matières.

1. présentation	2
2. rapports financiers	4
2.1 états financiers	5
2.1.1 résultats de l'exercice	6
2.1.2 surplus (déficit) cumulé	7
2.1.3 immobilisations et capital permanent	8
2.1.4 bilan	9
2.2 notes complémentaires	10
2.3 autres renseignements	19
3. données supplémentaires (non vérifiées)	22
3.1 les résultats par fonction et par secteur	23

1.

présentation.

lettre aux membres du Conseil des commissaires. le 19 octobre 2005.

Nous vous présentons le rapport financier 2004-2005 de la Commission scolaire Marie-Victorin. En plus des états financiers, ce rapport fournit des données supplémentaires qui permettent de mieux comprendre les activités de la Commission scolaire.

Le rapport financier est sous la responsabilité de la Direction générale et du Service des ressources financières. Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus pour les commissions scolaires. Ils ont été vérifiés par le cabinet Gagnon, Roy, Brunet & associés, comptables agréés, vérificateurs de la Commission scolaire.

Les résultats de l'exercice 2004-2005 témoignent de la bonne santé financière de la Commission scolaire. L'amélioration progressive de la situation financière positionne favorablement la Commission scolaire pour faire face aux enjeux futurs.

Le directeur général,

Le directeur du Service des ressources financières

Denis Roy

Denis Sylvestre, C.M.A.

2.

rappports financiers.

2.1

états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

Résultats pour l'exercice terminé le 30 juin

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
REVENUS		
Subventions de fonctionnement du Ministère	199 761 183 \$	198 802 370 \$
Revenus tenant lieu de subventions de fonctionnement du Ministère	585 256 \$	757 245 \$
Revenus des autres ministères ou organismes gouvernementaux	831 482 \$	778 284 \$
Droits de scolarité et revenus visant à financer un cours	2 626 104 \$	1 132 252 \$
Taxes scolaires	41 428 051 \$	40 495 435 \$
Autres revenus généraux de fonctionnement	1 129 548 \$	1 600 142 \$
Revenus spécifiques de fonctionnement (annexe A)	27 377 359 \$	25 345 591 \$
Revenus de fonctionnement	273 738 983 \$	268 911 319 \$
Subventions d'investissements du Ministère	8 912 295 \$	10 890 998 \$
Autres revenus généraux d'investissements	23 410 \$	51 770 \$
Revenus spécifiques d'investissements (annexe A)	805 889 \$	377 215 \$
Revenus d'investissements	9 741 594 \$	11 319 983 \$
Revenus totaux	283 480 577 \$	280 231 302 \$
DÉPENSES		
Enseignement et formation	137 645 526 \$	134 445 236 \$
Soutien à l'enseignement et à la formation	54 227 945 \$	52 520 111 \$
Activités parascolaires	26 694 272 \$	27 470 654 \$
Activités administratives	12 822 592 \$	12 525 532 \$
Activités relatives aux biens meubles et immeubles	19 205 904 \$	19 111 019 \$
Activités connexes	18 222 762 \$	16 555 061 \$
Investissements	12 936 339 \$	18 788 080 \$
Dépenses totales	281 755 340 \$	281 415 693 \$
	1 725 237 \$	(1 184 391) \$
Dépenses dont le financement à long terme est à la charge de la commission scolaire ou en attente d'allocations	114 658 \$	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 839 895 \$	(1 184 391) \$

ÉTATS FINANCIERS

Surplus (déficit) cumulé pour l'exercice terminé le 30 juin

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
SOLDE AU DÉBUT (avant analyse du Ministère)	8 972 974 \$	9 450 178 \$
Redressements affectés aux exercices antérieurs :		
Exigés par le Ministère :		
Ajustement allocation formation jeune	(152 352) \$	(105 257) \$
Ajustement allocation formation professionnelle	136 031 \$	179 372 \$
Ajustement allocation formation adulte	935 \$	(2 665) \$
	<u>(15 386) \$</u>	<u>71 450 \$</u>
Solde après analyse	8 957 588 \$	9 521 628 \$
Autres :		
Ajustement de la taxation antérieure	458 114 \$	695 694 \$
Autres	51 360 \$	(59 957) \$
	<u>509 474 \$</u>	<u>635 737 \$</u>
Solde redressé	9 467 062 \$	10 157 365 \$
AJOUTER		
Résultat net de l'exercice	1 839 895 \$	(1 184 391) \$
SOLDE À LA FIN (avant analyse du Ministère)	11 306 957 \$	8 972 974 \$

REPRÉSENTÉ PAR :

SURPLUS RÉSERVÉ	11 306 957 \$	8 972 974 \$
SURPLUS LIBRE (DÉFICIT CUMULÉ)	-	-
	<u>11 306 957 \$</u>	<u>8 972 974 \$</u>

ÉTATS FINANCIERS

Évolution des immobilisations pour l'exercice terminé le 30 juin

	2005	2004
SOLDE AU DÉBUT	391 642 236 \$	387 316 145 \$
Redressements exigés par le Ministère:		
. Équipements et investissements	(17) \$	(47 392) \$
Solde redressé	391 642 219 \$	387 268 753 \$
AJOUTER :		
. Amélioration, modification et transformation des bâtiments	5 589 843 \$	12 082 783 \$
. Acquisition de MAO	7 346 497 \$	6 559 773 \$
. Acquisition réseau de télécommunications	- \$	145 523 \$
	12 936 340 \$	18 788 079 \$
DÉDUIRE :		
. Réévaluation des terrains et bâtiments	(6 678 848) \$	(8 501 683) \$
. Déclassement du MAO	(6 125 511) \$	(5 820 268) \$
. Déclassement du réseau de télécommunications	(88 013) \$	(92 645) \$
	(12 892 372) \$	(14 414 596) \$
SOLDE À LA FIN (note 3)	391 686 187 \$	391 642 236 \$

Capital permanent au 30 juin

	2005	2004
Capital libre	245 148 732 \$	247 895 549 \$
Fonds d'amortissement (note 9)	(9 184 000) \$	(11 403 000) \$
Emprunts à long terme (note 9)	85 786 000 \$	112 724 800 \$
Dépenses financées à court terme	69 820 797 \$	42 424 887 \$
	391 571 529 \$	391 642 236 \$

ÉTATS FINANCIERS

Bilan au 30 juin

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
ACTIF		
Encaisse	- \$	- \$
Subventions de fonctionnement à recevoir	17 137 096 \$	20 196 191 \$
Taxes scolaires à recevoir	1 134 326 \$	1 603 550 \$
Subventions d'investissements à recevoir	69 820 797 \$	42 424 887 \$
Comptes débiteurs	4 193 962 \$	4 255 668 \$
Immobilisations (note 3)	391 686 187 \$	391 642 236 \$
Autres actifs (note 4)	2 051 750 \$	2 092 621 \$
Total de l'actif	486 024 118 \$	462 215 153 \$
PASSIF		
Emprunts à court terme (note 5)	49 675 563 \$	27 929 031 \$
Taxes scolaires perçues d'avance	79 502 \$	44 852 \$
Revenus reportés (note 6)	2 031 060 \$	1 302 111 \$
Comptes créditeurs (note 7)	28 436 159 \$	28 701 051 \$
Autres passifs (note 8)	2 923 348 \$	3 622 898 \$
Total du passif	83 145 632 \$	61 599 943 \$
AVOIR		
Surplus libre	- \$	- \$
Surplus réservé	11 306 957 \$	8 972 974 \$
Capital permanent	391 571 529 \$	391 642 236 \$
Total de l'avoir	402 878 486 \$	400 615 210 \$
TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR	486 024 118 \$	462 215 153 \$

Engagements contractuels et éventualités (notes 11,12 et 13)

POUR LE CONSEIL

_____, présidente

_____, directeur général

2.2

notes complémentaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2005

1- STATUT CONSTITUTIF

L'organisme est reconnu en vertu des articles III et suivants de la Loi sur l'instruction publique, et en vertu de la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires.

2- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Présentation des états financiers

Les états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus pour les commissions scolaires du Québec, en conformité avec les définitions et les principes du Plan d'enregistrement comptable et les directives du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, décrits dans le Manuel de normalisation de la comptabilité scolaire, et ceci afin de satisfaire aux exigences du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en vertu de l'article 287 de la Loi sur l'instruction publique. Les règles comptables utilisées dans ce rapport financier s'écartent des principes comptables généralement reconnus au Canada et sont décrites ci-dessous.

b) Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Un revenu est considéré comme gagné lorsque la Commission scolaire a satisfait aux règles édictées relatives à l'octroi des subventions ou qu'elle a rendu les services ou livré les biens donnant naissance à la créance. Lorsqu'une commission scolaire se voit attribuer des allocations en répondant aux critères d'attribution prescrits aux règles budgétaires d'un exercice financier donné, ces allocations doivent être incluses aux revenus de l'exercice en question et ce, peu importe que l'activité à l'origine de l'allocation soit achevée ou non.

Les revenus engendrés par les activités de la Commission scolaire sont inscrits comme revenus spécifiques à l'activité en question.

Les revenus de la taxe scolaire ne contiennent que les taxes facturées pour l'exercice financier courant. Les modifications ayant trait aux exercices antérieurs sont inscrites à l'état du surplus cumulé en tant que redressements de l'exercice. Les intérêts sur les arrrages de la taxe scolaire sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Les ristournes sur la taxe sur les produits et services et la taxe de vente du Québec sont comptabilisées en diminution des dépenses.

c) Subventions de fonctionnement

La subvention de fonctionnement de l'exercice a été immédiatement inscrite aux registres comptables. Cependant, l'établissement de cette subvention est assujéti à l'approbation finale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. L'impact financier découlant de cette approbation sera reflété dans les états financiers de l'exercice 2005-2006, conformément aux normes en vigueur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2005

2- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite 1)

d) Subvention d'investissements

La subvention d'investissements, telle qu'elle est établie au rapport financier annuel, est inscrite aux revenus de l'exercice.

e) Revenus tenant lieu de taxes

Les revenus tenant lieu de taxes sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

f) Dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les intérêts sur la dette à long terme, ainsi que les charges reliées au financement à long terme, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse en tant que dépenses au service de la dette.

g) Rémunération

Les rétroactivités salariales qui découlent des renouvellements des conventions collectives, du règlement d'un grief ou d'autres sources, et qui se rapportent aux exercices antérieurs sont comptabilisées sur base de caisse. Les contributions de l'employeur et les avantages sociaux sont comptabilisés sur base d'exercice, à l'exception des banques de congés de maladie qui sont comptabilisées sur base de caisse.

Les sommes versées à titre de paies de vacances sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Les banques de journées de maladie monnayables au départ des employés ainsi que les vacances du personnel non enseignant sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

h) Dépenses d'investissements

Les dépenses d'investissements sont comptabilisées comme dépenses de l'exercice, sans égard à leur mode de financement.

i) Immobilisations et déclassement

Les terrains et les bâtiments sont comptabilisés au coût d'acquisition et présentés au bilan à la valeur de l'évaluation municipale uniformisée la plus récente, ou au coût si l'évaluation municipale uniformisée n'est pas disponible. Le dernier facteur d'uniformisation annuelle disponible doit être utilisé pour établir la valeur municipale uniformisée. Aucune dépense d'amortissement n'est comptabilisée pour les bâtiments.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2005

2- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite 2)

i) Immobilisations et déclassement (suite)

Le mobilier, le matériel informatique, l'appareillage, l'outillage et les autres biens meubles sont inscrits à leur coût d'acquisition. Ces actifs sont assujettis à un déclassement annuel du solde cumulé en date du bilan à un taux de 20 %. Ce déclassement tient compte des dispositions, désuétudes, bris, pertes ou vols que peuvent subir ces actifs. Les améliorations locatives ne sont pas comptabilisées au bilan.

Le réseau de télécommunication est inscrit à son coût d'acquisition. Cet actif est assujetti à un déclassement annuel du solde cumulé en date du bilan à un taux de 5 %.

Le montant de la vente pour toute disposition de biens constitue un revenu pour la Commission scolaire.

j) Emprunts à long terme

Les emprunts à long terme sujets à une subvention et les fonds d'amortissement qui s'y rapportent sont présentés comme éléments du capital permanent au bilan. Les transactions qui s'y rapportent sont considérées comme des transactions de capital et elles n'affectent pas les résultats de l'exercice.

k) Surplus cumulé

Les redressements touchant les exercices antérieurs, à l'exception du coût des rétroactivités de salaires, sont comptabilisés au surplus cumulé sans leur donner d'effet rétroactif sur les chiffres de l'exercice précédent.

l) Réseau de télécommunication

La Commission scolaire Marie-Victorin a encouru des coûts pour un réseau de télécommunication. Malgré le fait que le titre de propriété de ce réseau n'est pas dévolu à la Commission scolaire, celle-ci ayant un droit d'utilisation irrévocable de 20 ans jumelé à un droit ultérieur de renouvellement de 5 ans, tous les avantages et inconvénients liés à l'utilisation de ce réseau lui sont acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2005

3- IMMOBILISATIONS

	Solde redressé au 1er juillet 2004	Acquisitions de l'exercice	Réévaluation ou déclassement	Solde au 30 juin 2005
Terrains et bâtiments	366 600 900 \$	5 589 843 \$	(6 678 848) \$	365 511 895 \$
Équip. et dévelop.informatique	23 281 057 \$	7 346 497 \$	(6 125 511) \$	24 502 043 \$
Réseau de télécommunications	1 760 262 \$	- \$	(88 013) \$	1 672 249 \$
	391 642 219 \$	12 936 340 \$	(12 892 372) \$	391 686 187 \$

4- AUTRES ACTIFS

	2005	2004
Congés sabbatiques	1 176 108 \$	1 177 271 \$
Cotisation CSST payée d'avance	537 041 \$	444 838 \$
Autres frais payés d'avance	338 601 \$	470 512 \$
	2 051 750 \$	2 092 621 \$

5- EMPRUNTS À COURT TERME

Les emprunts bancaires à court terme au montant de 51 138 000 \$ sont constitués d'acceptations bancaires totalisant 50 400 000 \$, portant intérêts à un taux de 2,6%, échéant le 15 juillet 2005 et d'une marge de crédit, au montant de 738 000 \$ au 30 juin 2005, portant intérêts au taux préférentiel. Le montant maximum d'emprunt bancaire à court terme autorisé s'élève à 93 591 558 \$. Les emprunts bancaires à court terme sont garantis par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. La marge de crédit est renouvelable périodiquement et garantie par une cession des subventions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

L'emprunt bancaire a été contracté dans les limites des montants maximums autorisés par le Ministère.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2005

6- REVENUS REPORTÉS

	2005	2004
Fonds spécial d'investissements	1 314 139 \$	492 317 \$
Fonds à destination spéciale	699 283 \$	759 601 \$
Autres revenus reçus d'avance	17 638 \$	50 193 \$
	2 031 060 \$	1 302 111 \$

7- COMPTES CRÉDITEURS

Fournisseurs et frais courus à payer	3 890 138 \$	4 765 915 \$
Salaires courus	9 289 668 \$	9 263 788 \$
Déductions à la source et charges sociales	14 620 283 \$	13 962 333 \$
Retenues sur contrats à payer	622 390 \$	638 026 \$
Autres	13 680 \$	70 989 \$
	28 436 159 \$	28 701 051 \$

8- AUTRES PASSIFS

Congés sabbatiques	959 617 \$	1 215 605 \$
Perfectionnement	33 272 \$	151 643 \$
Solde d'allocations diverses et comités régionaux	1 320 894 \$	1 729 140 \$
Solde d'allocation stagiaires	519 240 \$	468 131 \$
Dépôts de soumission	90 325 \$	58 379 \$
	2 923 348 \$	3 622 898 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2005

9- EMPRUNTS À LONG TERME ET FONDS D'AMORTISSEMENT

EMPRUNTS À LONG TERME

Montant de l'émission	Date d'émission	Taux d'intérêt	Solde au 30 juin 2004	Émission de l'exercice	Versement en capital & rachat	Solde au 30 juin 2005
* 3 942 000 \$	1984/01/19	13.25%	3 942 000 \$			3 942 000 \$
* 3 595 000 \$	1985/03/28	13.25%	3 595 000 \$		3 595 000 \$	0 \$
* 8 400 000 \$	1995/06/27	8.40%	3 169 000 \$		3 169 000 \$	0 \$
6 560 000 \$	1996/04/01	8.26%	4 460 800 \$		4 460 800 \$	0 \$
14 960 000 \$	2000/09/15	6.25%	13 166 000 \$		598 000 \$	12 568 000 \$
4 400 000 \$	2000/09/29	6.356%	3 484 000 \$		229 000 \$	3 255 000 \$
5 300 000 \$	2002/05/30	6.176%	4 664 000 \$		318 000 \$	4 346 000 \$
7 133 000 \$	2002/05/30	5.634%	5 095 000 \$		1 019 000 \$	4 076 000 \$
* 20 000 000 \$	2002/05/30	4.45%	6 250 000 \$		6 250 000 \$	0 \$
		5.05%	10 750 000 \$			10 750 000 \$
		5.90%	3 000 000 \$			3 000 000 \$
* 31 696 000 \$	2002/06/13	4.60%	7 017 000 \$		7 017 000 \$	0 \$
		4.90%	3 428 000 \$			3 428 000 \$
		5.20%	14 885 000 \$			14 885 000 \$
		6.00%	6 366 000 \$			6 366 000 \$
7 074 000 \$	2002/06/28	5.572%	6 508 000 \$		283 000 \$	6 225 000 \$
* 12 945 000 \$	2003/04/24	4,05%	8 109 000 \$			8 109 000 \$
		4,85%	4 836 000 \$			4 836 000 \$
			112 724 800 \$	0 \$	26 938 800 \$	85 786 000 \$

* Ces dettes obligataires sont assorties d'un fonds d'amortissement créé à même les subventions accordées par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et déposées en fidéicomis entre les mains du ministère des Finances pour pourvoir au paiement du capital et des intérêts des obligations à leur échéance.

Les versements au fonds d'amortissement au 30 juin 2005 s'élèvent à 9 184 000 \$ et les versements exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2005-2006	2 472 000 \$	2007-2008	759 000 \$
2006-2007	1 911 000 \$	2008-2009	759 000 \$
		2009-2010	435 000 \$

FONDS D'AMORTISSEMENT

Montant de l'émission	Refinancement Date d'échéance	Montant	Solde au 30 juin 2004	Versement de l'exercice	Utilisation pour remb. de cap.	Solde au 30 juin 2005
3 942 000 \$	2009/01/19	667 000 \$	2 620 000 \$	131 000 \$		2 751 000 \$
3 595 000 \$	2005/03/28	1 195 000 \$	2 280 000 \$	120 000 \$	(2 400 000 \$)	0 \$
8 400 000 \$	2005/06/27	1 899 000 \$	1 143 000 \$	127 000 \$	(1 270 000 \$)	0 \$
6 560 000 \$	2005/04/01	4 460 800 \$				
14 960 000 \$	2015/12/01	6 588 000 \$				
4 400 000 \$	2006/06/01	3 255 000 \$				
5 300 000 \$	2015/12/01	1 166 000 \$				
7 133 000 \$	2008/12/15	1 019 000 \$				
20 000 000 \$	2005/05/30	5 353 000 \$	2 004 000 \$	1 002 000 \$	(897 000 \$)	2 109 000 \$
	2007/05/30	8 135 000 \$				
	2012/05/30	1 200 000 \$				
31 696 000 \$	2005/06/13	6 012 000 \$	2 766 000 \$	1 383 000 \$	(1 005 000 \$)	3 144 000 \$
	2006/06/13	2 772 000 \$				
	2007/06/13	11 740 000 \$				
	2012/06/13	3 816 000 \$				
7 074 000 \$	2008/12/01	5 376 000 \$				
12 945 000 \$	2006/04/24	6 918 000 \$	590 000 \$	590 000 \$		1 180 000 \$
	2009/04/24	3 678 000 \$				
			11 403 000 \$	3 353 000 \$	(5 572 000 \$)	9 184 000 \$

Les versements en capital exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2005-2006	2 218 000 \$	2007-2008	2 218 000 \$
2006-2007	2 218 000 \$	2008-2009	916 000 \$
		2009-2010	916 000 \$

Les refinancements échéant au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2005-2006	12 945 000 \$	2007-2008	-----
2006-2007	19 875 000 \$	2008-2009	10 740 000 \$
		2009-2010	-----

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2005

10- OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (relations avec des organismes sans but lucratif)

La Commission scolaire et les arrondissements de Brossard, Lemoyne, Longueuil, Saint-Hubert et Saint-Lambert de la ville de Longueuil s'échangent des locaux, des équipements et des services. Des protocoles d'entente, prévoyant des valeurs économiques conformes aux conditions du marché, régissent la nature et les conditions de ces échanges.

Ces opérations ont été mesurées à la valeur d'échange qui est la contrepartie au protocole.

11- ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Le Conseil des Commissaires a autorisé et s'est engagé par contrat pour l'exécution des travaux de rénovation majeure suivants:

<u>École</u>	<u>Projet</u>	<u>Montant autorisé</u>	<u>Montant réalisé au 30 juin 2005</u>
Antoine-Brossard	Réfection toiture sections 27, 34, 35	143 968 \$	- \$
Antoine-Brossard	Décontamination/phase II	213 393 \$	- \$
D'Iberville	Réfection toiture sections A1, A2	119 340 \$	- \$
Gérard-Filion	Fenestration/bloc F	181 624 \$	- \$
Guillaume-Vignal	Réfection toiture sections 4, 5, 6	128 253 \$	- \$
Samuel-De Champlain (L)	Réparation/moyen d'évacuation	105 480 \$	- \$
Jacques-Rousseau	Réparation/moyen d'évacuation	126 965 \$	- \$
Siège social	Fenestration du pavillon	135 964 \$	- \$
		<hr/>	
		1 154 987 \$	- \$
		<hr/> <hr/>	

Au 30 juin 2005, différents contrats étaient octroyés pour les services suivants:

- transport scolaire, un montant de 19 487 485\$ pour des termes de 1 an et 2 ans;
- entretien sanitaire, un montant de 3 296 049 \$ pour des termes variant de 11 mois à 3 ans;
- rebuts, un montant de 258 735 \$ pour une durée de 2 ans et 6 mois;
- verdure, un montant de 209 869 \$ pour la période se terminant à l'automne 2006;
- déneigement, un montant de 493 187 \$ pour une durée de 1 an;
- assurances, un montant de 404 268 \$ pour une durée de 2 ans;
- photocopieurs, un montant de 2 196 011\$ pour une durée de 4 ans et 2 mois;
- location de locaux, un montant de 46 381 \$ pour 1½ mois au 2525, Fernand-Lafontaine et un montant de 319 225 \$ pour un nouveau bail de 2 ans débutant le 15 août 2005 au 2270, De La Province.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Exercice se terminant le 30 juin 2005

12- AUTRES ENGAGEMENTS

En vertu des politiques budgétaires de la Commission scolaire, celle-ci s'est engagée à reconduire les soldes budgétaires non dépensés de ses unités administratives à l'exercice suivant.

Au 30 juin 2005, cet engagement était de 13 643 100 \$

13- ÉVENTUALITÉS

Congés de maladie

Les banques de congés de maladie non-monnayables totalisent 16 142 jours pour le personnel enseignant, ce qui représente un montant de 4 703 650 \$, et 8 707 jours pour le personnel non enseignant.

Le total des jours de maladie monnayables non utilisés en 1997-1998, 1998-1999, 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004 ainsi que 2004-2005 par le personnel enseignant totalise 7 476 jours, ce qui représente un montant évalué à 2 178 506 \$. Au 30 juin 2005, un montant de 854 812 \$ est réservé à cette fin.

Litige

Une poursuite en dommages et intérêts au montant de 225 000 \$ a été déposée par un employé à la suite d'un congédiement. La défense de la Commission scolaire semble justifiée.

Un recours collectif contre différentes commissions scolaires incluant la Commission scolaire Marie-Victorin sur les services aux élèves dyslexiques a été déposé. L'exercice de ce recours collectif a été autorisé par jugement rendu le 6 septembre 2005.

14- INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

La dette à long terme sujette à une subvention porte intérêt à un taux fixe. La Commission scolaire prévoit le remboursement complet de ces emprunts à l'échéance. Par conséquent, les risques auxquels est exposée la dette à long terme sont minimes.

Juste valeur

Les justes valeurs des subventions à recevoir, de la taxe scolaire à recevoir, des comptes débiteurs, du découvert de banque ainsi que des comptes créditeurs correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

2.3

autres renseignements.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

Exercice se terminant le 30 juin

ANNEXE A

REVENUS SPÉCIFIQUES PAR ACTIVITÉ

	2005		2004
	<u>Investissement</u>	<u>Fonctionnement</u>	<u>Invest. & fonct.</u>
Activités d'enseignement et de formation			
Éducation préscolaire	- \$	65 882 \$	60 072 \$
Enseignement primaire	2 581 \$	882 401 \$	856 710 \$
Enseignement secondaire général	9 707 \$	1 333 678 \$	1 105 564 \$
Formation professionnelle	- \$	1 124 656 \$	1 606 628 \$
Enseignement particulier	- \$	315 742 \$	292 861 \$
Formation des adultes	- \$	199 440 \$	209 085 \$
	12 288 \$	3 921 799 \$	4 130 920 \$
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation			
Gestion des écoles et des centres	- \$	1 182 917 \$	1 227 489 \$
Moyens d'enseignement	50 099 \$	154 117 \$	217 920 \$
Services complémentaires	8 202 \$	2 669 664 \$	2 949 825 \$
Services pédagogiques et de formation d'appoint	- \$	334 882 \$	515 048 \$
Animation et développement pédagogique	- \$	24 744 \$	27 570 \$
	58 301 \$	4 366 324 \$	4 937 852 \$
Activités parascolaires			
Hébergement des élèves	- \$	- \$	- \$
Services alimentaires	- \$	683 389 \$	655 156 \$
Transport scolaire	- \$	- \$	- \$
Services de garde	- \$	11 488 973 \$	9 357 115 \$
	- \$	12 172 362 \$	10 012 271 \$
Activités administratives			
Conseil des commissaires et comités	- \$	5 359 \$	727 \$
Gestion	- \$	823 309 \$	775 636 \$
Services corporatifs	- \$	464 252 \$	426 701 \$
Perfectionnement	- \$	19 964 \$	18 634 \$
	- \$	1 312 884 \$	1 221 698 \$
Activités relatives aux biens meubles et immeubles			
Mobilier, matériel roulant et entr. des biens meubles	15 718 \$	5 328 \$	11 592 \$
Conservation des immeubles	- \$	90 687 \$	140 272 \$
Entretien ménager	- \$	49 972 \$	56 881 \$
Consommation énergétique	- \$	33 221 \$	4 752 \$
Location d'immeubles	- \$	- \$	- \$
Protection et sécurité	- \$	9 075 \$	12 917 \$
Construction et acquisition d'immeuble	- \$	- \$	- \$
Amélioration, transformation et rénovation majeure	719 582 \$	- \$	353 101 \$
Développement de systèmes informatiques	- \$	- \$	- \$
	735 300 \$	188 283 \$	579 515 \$
Activités connexes			
Financement	- \$	417 907 \$	581 204 \$
Projets spéciaux	- \$	602 522 \$	957 461 \$
Rétroactivité	- \$	- \$	- \$
Ententes de scolarisation	- \$	- \$	- \$
Sécurité d'emploi	- \$	- \$	- \$
Prêts de services	- \$	1 017 202 \$	875 270 \$
Activités extrascolaires	- \$	3 378 076 \$	2 426 615 \$
	- \$	5 415 707 \$	4 840 550 \$
Total des revenus spécifiques	805 889 \$	27 377 359 \$	25 722 806 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS

Exercice se terminant le 30 juin

DÉPENSES PAR ACTIVITÉ

	<u>Prévisions</u> (non vérifiées)	<u>Rémunération</u>	<u>Contributions</u> <u>de l'employeur</u>
Activités d'enseignement et de formation			
Education préscolaire	8 382 826 \$	7 747 659 \$	803 297 \$
Enseignement primaire	60 372 409 \$	48 194 255 \$	5 137 274 \$
Enseignement secondaire général	40 508 420 \$	33 362 961 \$	3 491 239 \$
Formation professionnelle	12 674 460 \$	9 301 550 \$	958 488 \$
Enseignement particulier	18 754 321 \$	17 084 357 \$	1 827 905 \$
Formation des adultes	5 784 970 \$	4 380 360 \$	457 130 \$
	146 477 406 \$	120 071 142 \$	12 675 333 \$
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation			
Gestion des écoles et des centres	23 487 562 \$	19 233 449 \$	2 192 269 \$
Moyens d'enseignement	3 169 443 \$	1 727 821 \$	213 962 \$
Services complémentaires	17 818 599 \$	14 892 901 \$	1 675 692 \$
Services pédagogiques et de formation d'appoint	7 015 889 \$	4 273 356 \$	493 807 \$
Animation et développement pédagogique	4 726 917 \$	3 091 667 \$	317 935 \$
	56 218 410 \$	43 219 194 \$	4 893 665 \$
Activités parascolaires			
Hébergement des élèves	2 250 \$	- \$	- \$
Services alimentaires	410 701 \$	253 852 \$	31 248 \$
Transport scolaire	11 097 289 \$	- \$	115 \$
Services de garde	4 507 749 \$	11 682 599 \$	1 536 573 \$
	16 017 989 \$	11 936 451 \$	1 567 936 \$
Activités administratives			
Conseil des commissaires et comités	525 316 \$	218 368 \$	16 274 \$
Gestion	7 281 858 \$	6 023 172 \$	694 002 \$
Services corporatifs	5 553 684 \$	1 360 034 \$	160 168 \$
Perfectionnement	901 789 \$	276 346 \$	35 253 \$
	14 262 647 \$	7 877 920 \$	905 697 \$
Activités relatives aux biens meubles et immeubles			
Mobilier, matériel roulant et entr. des biens meubles	579 004 \$	18 671 \$	2 254 \$
Conservation des immeubles	5 827 228 \$	2 529 296 \$	329 313 \$
Entretien ménager	6 976 372 \$	4 232 372 \$	545 647 \$
Consommation énergétique	5 135 465 \$	- \$	- \$
Location d'immeubles	500 886 \$	- \$	- \$
Protection et sécurité	257 263 \$	154 718 \$	19 434 \$
Construction et acquisition d'immeuble	15 439 \$	- \$	- \$
Amélioration, transformation et rénovation majeure	3 290 073 \$	7 770 \$	254 \$
Systèmes d'information et de télécommunication	656 846 \$	301 235 \$	35 277 \$
	23 238 576 \$	7 244 062 \$	932 179 \$
Activités connexes			
Financement	7 785 953 \$	- \$	- \$
Projets spéciaux	3 060 394 \$	1 041 288 \$	119 980 \$
Rétroactivité	753 021 \$	663 331 \$	25 916 \$
Ententes de scolarisation	925 359 \$	- \$	- \$
Sécurité d'emploi	163 841 \$	95 418 \$	2 592 \$
Prêts de services	422 195 \$	1 346 232 \$	137 934 \$
Activités extrascolaires	457 942 \$	26 326 \$	14 143 \$
	13 568 705 \$	3 172 595 \$	300 565 \$
	269 783 733 \$	193 521 364 \$	21 275 375 \$
% des dépenses par nature (excluant le financement)		70,64%	7,77%

ANNEXE B

<u>Frais de déplacement</u>	<u>Autres dépenses</u>	<u>Mobilier, app. & outillage</u>	<u>Total des dép. 2005</u>	<u>Total des dép. 2004</u>	<u>% par act. 2005</u>
- \$	86 431 \$	361 \$	8 637 748 \$	8 827 466 \$	3,066%
1 676 \$	916 460 \$	2 258 304 \$	56 507 969 \$	55 148 690 \$	20,056%
999 \$	863 146 \$	38 541 \$	37 756 886 \$	36 372 172 \$	13,401%
20 249 \$	2 319 459 \$	752 794 \$	13 352 540 \$	12 999 141 \$	4,739%
18 334 \$	316 138 \$	25 268 \$	19 272 002 \$	18 388 400 \$	6,840%
3 949 \$	352 210 \$	3 644 \$	5 197 293 \$	5 183 435 \$	1,845%
45 207 \$	4 853 844 \$	3 078 912 \$	140 724 438 \$	136 919 304 \$	49,946%
37 201 \$	2 431 374 \$	7 649 \$	23 901 942 \$	23 177 055 \$	8,483%
2 961 \$	348 707 \$	927 613 \$	3 221 064 \$	3 573 391 \$	1,143%
93 857 \$	2 143 630 \$	89 169 \$	18 895 249 \$	17 652 342 \$	6,706%
33 654 \$	616 662 \$	49 831 \$	5 467 310 \$	5 653 661 \$	1,940%
60 869 \$	346 170 \$	1 113 \$	3 817 754 \$	3 796 014 \$	1,355%
228 542 \$	5 886 543 \$	1 075 375 \$	55 303 319 \$	53 852 463 \$	19,628%
- \$	2 250 \$	- \$	2 250 \$	5 250 \$	0,001%
- \$	706 838 \$	11 733 \$	1 003 671 \$	915 889 \$	0,356%
- \$	10 869 429 \$	- \$	10 869 544 \$	10 111 068 \$	3,858%
4 200 \$	1 607 168 \$	87 144 \$	14 917 684 \$	16 569 549 \$	5,295%
4 200 \$	13 185 685 \$	98 877 \$	26 793 149 \$	27 601 756 \$	9,509%
16 641 \$	53 590 \$	- \$	304 873 \$	576 628 \$	0,108%
45 398 \$	763 100 \$	1 428 \$	7 527 100 \$	6 990 971 \$	2,672%
11 968 \$	2 702 159 \$	1 477 328 \$	5 711 657 \$	5 161 115 \$	2,027%
293 301 \$	152 818 \$	- \$	757 718 \$	792 708 \$	0,269%
367 308 \$	3 671 667 \$	1 478 756 \$	14 301 348 \$	13 521 422 \$	5,076%
25 \$	101 701 \$	665 678 \$	788 329 \$	841 867 \$	0,280%
130 904 \$	2 498 703 \$	31 432 \$	5 519 648 \$	5 492 419 \$	1,959%
6 037 \$	2 349 005 \$	16 930 \$	7 149 991 \$	7 268 349 \$	2,538%
- \$	5 537 636 \$	- \$	5 537 636 \$	5 512 227 \$	1,965%
- \$	399 879 \$	- \$	399 879 \$	312 675 \$	0,142%
- \$	350 308 \$	91 555 \$	616 015 \$	453 620 \$	0,219%
- \$	15 439 \$	- \$	15 439 \$	- \$	0,005%
532 \$	5 565 848 \$	45 309 \$	5 619 713 \$	12 084 894 \$	1,995%
3 196 \$	188 831 \$	151 893 \$	680 432 \$	933 704 \$	0,241%
140 694 \$	17 007 350 \$	1 002 797 \$	26 327 082 \$	32 899 755 \$	9,344%
- \$	7 815 688 \$	- \$	7 815 688 \$	8 335 272 \$	2,774%
299 482 \$	2 540 102 \$	19 008 \$	4 019 860 \$	3 233 539 \$	1,427%
229 \$	- \$	- \$	689 476 \$	372 138 \$	0,245%
- \$	945 894 \$	- \$	945 894 \$	931 895 \$	0,336%
- \$	- \$	- \$	98 010 \$	144 427 \$	0,035%
- \$	- \$	- \$	1 484 166 \$	1 243 408 \$	0,527%
44 614 \$	3 103 594 \$	64 233 \$	3 252 910 \$	2 360 314 \$	1,155%
344 325 \$	14 405 278 \$	83 241 \$	18 306 004 \$	16 620 993 \$	6,497%
1 130 276 \$	59 010 367 \$	6 817 958 \$	281 755 340 \$	281 415 693 \$	100,000%
0,41%	18,69%	2,49%	100,00%		

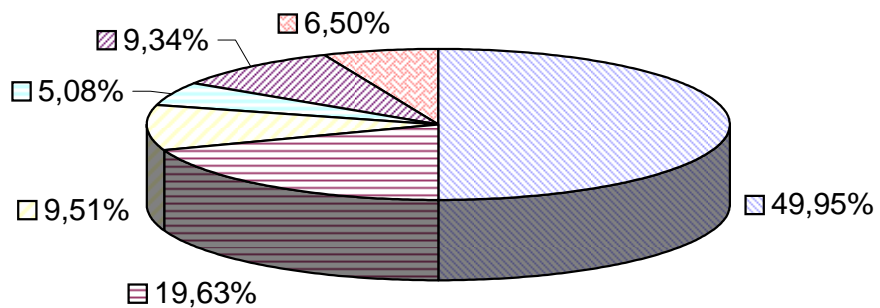
3.

données supplémentaires.
(non vérifiées)

3.1

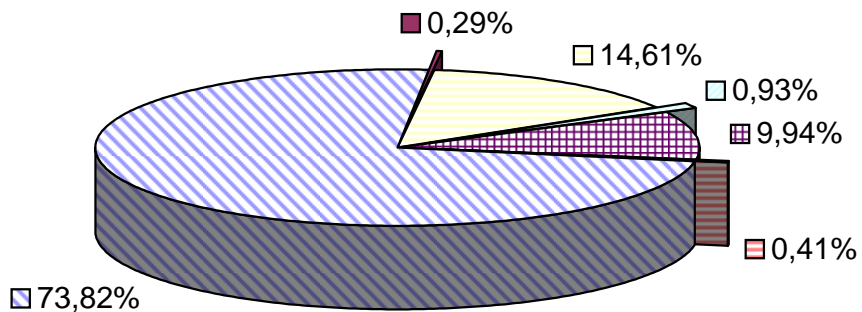
les résultats par fonction et par secteur.
(non vérifiés)

DÉPENSES BRUTES PAR FONCTION



- Act. d'enseignement
- Act. soutien à l'ens.
- Act. parascolaires
- Act. administratives
- Act. relatives aux biens
- Act. connexes

REVENUS PAR SOURCE



- Subvention du Ministère
- Revenus autres ministères
- Taxes scolaires
- Droits de scolarité
- Revenus spécifiques
- Autres revenus généraux

SYNTHÈSE DES DÉPENSES PAR FONCTION

	BUDGET REVISÉ 2004-2005	DÉPENSES BRUTES 2004-2005	REVENUS SPÉC. 2004-2005	DÉPENSES NETTES 2004-2005	DÉPENSES NETTES 2003-2004
Activités d'enseignement					
Education préscolaire	8 382 826 \$	8 637 748 \$	65 882 \$	8 571 866 \$	8 767 394 \$
Enseignement primaire	60 372 409 \$	56 507 969 \$	884 982 \$	55 622 987 \$	54 291 980 \$
Enseignement secondaire général	40 508 420 \$	37 756 886 \$	1 343 385 \$	36 413 501 \$	35 266 608 \$
Formation professionnelle	12 674 460 \$	13 352 540 \$	1 124 656 \$	12 227 884 \$	11 392 513 \$
Enseignement particulier	18 754 321 \$	19 272 002 \$	315 742 \$	18 956 260 \$	18 095 539 \$
Formation des adultes	5 784 970 \$	5 197 293 \$	199 440 \$	4 997 853 \$	4 974 350 \$
Total	146 477 406 \$	140 724 438 \$	3 934 087 \$	136 790 351 \$	132 788 384 \$
Activités de soutien à l'enseignement					
Gestion des écoles et des centres	23 487 562 \$	23 901 942 \$	1 182 917 \$	22 719 025 \$	21 949 566 \$
Moyens d'enseignement	3 169 443 \$	3 221 064 \$	204 216 \$	3 016 848 \$	3 355 471 \$
Services complémentaires	17 818 599 \$	18 895 249 \$	2 677 866 \$	16 217 383 \$	14 702 517 \$
Serv. pédagogiques et form. d'appoint	7 015 889 \$	5 467 310 \$	334 882 \$	5 132 428 \$	5 138 613 \$
Animation et développ. pédagogique	4 726 917 \$	3 817 754 \$	24 744 \$	3 793 010 \$	3 768 444 \$
Total	56 218 410 \$	55 303 319 \$	4 424 625 \$	50 878 694 \$	48 914 611 \$
Activités parascolaires					
Hébergement des élèves	2 250 \$	2 250 \$	- \$	2 250 \$	5 250 \$
Services alimentaires	410 701 \$	1 003 671 \$	683 389 \$	320 282 \$	260 733 \$
Transport scolaire	11 097 289 \$	10 869 544 \$	- \$	10 869 544 \$	10 111 068 \$
Services de garde	4 507 749 \$	14 917 684 \$	11 488 973 \$	3 428 711 \$	7 212 434 \$
Total	16 017 989 \$	26 793 149 \$	12 172 362 \$	14 620 787 \$	17 589 485 \$
Activités administratives					
Conseil des commissaires et comités	525 316 \$	304 873 \$	5 359 \$	299 514 \$	575 901 \$
Gestion	7 281 858 \$	7 527 100 \$	823 309 \$	6 703 791 \$	6 215 335 \$
Services corporatifs	5 553 684 \$	5 711 657 \$	464 252 \$	5 247 405 \$	4 734 414 \$
Perfectionnement	901 789 \$	757 718 \$	19 964 \$	737 754 \$	774 074 \$
Total	14 262 647 \$	14 301 348 \$	1 312 884 \$	12 988 464 \$	12 299 724 \$
Act. relatives aux biens meubles et imm.					
Mob., mat. roulant & entr. biens mob.	579 004 \$	788 329 \$	21 046 \$	767 283 \$	830 275 \$
Conservation des immeubles	5 827 228 \$	5 519 648 \$	90 687 \$	5 428 961 \$	5 352 147 \$
Entretien ménager	6 976 372 \$	7 149 991 \$	49 972 \$	7 100 019 \$	7 211 468 \$
Consommation énergétique	5 135 465 \$	5 537 636 \$	33 221 \$	5 504 415 \$	5 507 475 \$
Location d'immeubles	500 886 \$	399 879 \$	- \$	399 879 \$	312 675 \$
Protection et sécurité	257 263 \$	616 015 \$	9 075 \$	606 940 \$	440 703 \$
Construction et acquisition d'immeuble	15 439 \$	15 439 \$	- \$	15 439 \$	- \$
Amélioration, transf. & rénov. majeure	3 290 073 \$	5 619 713 \$	719 582 \$	4 900 131 \$	11 731 793 \$
Dévelop. de systèmes informatiques	656 846 \$	680 432 \$	- \$	680 432 \$	933 704 \$
Total	23 238 576 \$	26 327 082 \$	923 583 \$	25 403 499 \$	32 320 240 \$
Activités connexes					
Financement	7 785 953 \$	7 815 688 \$	417 907 \$	7 397 781 \$	7 754 068 \$
Projets spéciaux	3 060 394 \$	4 019 860 \$	602 522 \$	3 417 338 \$	2 276 078 \$
Rétroactivité	753 021 \$	689 476 \$	- \$	689 476 \$	372 138 \$
Ententes de scolarisation	925 359 \$	945 894 \$	- \$	945 894 \$	931 895 \$
Sécurité d'emploi	163 841 \$	98 010 \$	- \$	98 010 \$	144 427 \$
Prêts de services	422 195 \$	1 484 166 \$	1 017 202 \$	466 964 \$	368 138 \$
Activités extrascolaires	457 942 \$	3 252 910 \$	3 378 076 \$	(125 166) \$	(66 301) \$
Total	13 568 705 \$	18 306 004 \$	5 415 707 \$	12 890 297 \$	11 780 443 \$
TOTAL DES DÉPENSES	269 783 733 \$	281 755 340 \$	28 183 248 \$	253 572 092 \$	255 692 887 \$

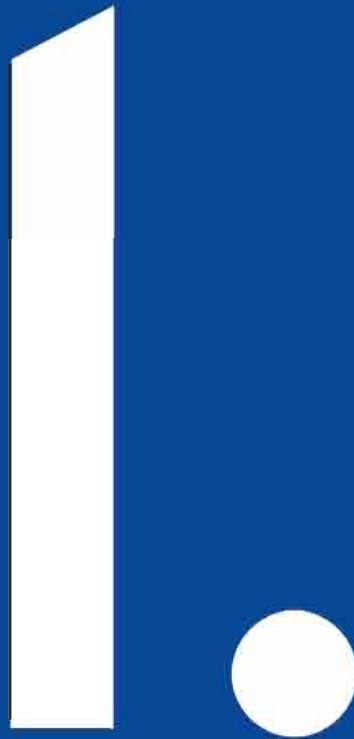
ÉTAT DU SURPLUS AU 30 JUIN

Résultats par secteur

	SECTEURS			TOTAL	COMPARATIF
	JEUNES	FORM. PROF.	EDUC. ADUL.	2004-2005	2003-2004
Revenus					
Allocations et autres revenus	252 617 976 \$	19 963 574 \$	11 013 685 \$	283 595 235 \$	280 231 302 \$
Dépenses					
Dépenses de fonctionnement et d'investissements	251 244 056 \$	19 400 375 \$	11 110 909 \$	281 755 340 \$	281 415 693 \$
Résultat net de l'exercice	1 373 920 \$	563 199 \$	(97 224 \$)	1 839 895 \$	(1 184 391 \$)

Surplus cumulé par secteur

	SECTEURS			TOTAL	COMPARATIF
	JEUNES	FORM. PROF.	EDUC. ADUL.	2004-2005	2003-2004
Surplus (déficit) au 1er juillet	7 341 675 \$	173 601 \$	1 457 698 \$	8 972 974 \$	9 450 178 \$
Redressement du Ministère (analyse E.F.)	(152 352 \$)	136 031 \$	935 \$	(15 386 \$)	71 450 \$
Redressements (année courante)	439 814 \$	46 031 \$	23 629 \$	509 474 \$	635 737 \$
Résultat net de l'exercice	1 373 920 \$	563 199 \$	(97 224 \$)	1 839 895 \$	(1 184 391 \$)
Surplus (déficit) cumulé au 30 juin	9 003 057 \$	918 862 \$	1 385 038 \$	11 306 957 \$	8 972 974 \$
Parties réservées					
Écoles primaires et spécialisées	4 100 711 \$			4 100 711 \$	3 523 957 \$
Écoles secondaires	5 229 362 \$			5 229 362 \$	4 353 567 \$
Centres de formation professionnelle		331 527 \$		331 527 \$	690 387 \$
Centres d'éducation des adultes			553 890 \$	553 890 \$	496 489 \$
Enveloppes spécifiques	2 145 898 \$	484 511 \$	797 201 \$	3 427 610 \$	2 570 516 \$
Total des parties réservées	11 475 971 \$	816 038 \$	1 351 091 \$	13 643 100 \$	11 634 916 \$
Surplus (Déficit) après prise en compte des parties réservées	(2 472 914 \$)	102 824 \$	33 947 \$	(2 336 143 \$)	(2 661 942 \$)



les chiffres parlent.

rapport financier 2004-2005
données supplémentaires